



1/2

Après les réunions Fusion des 30 et 31 janvier sur les qualifications, les régimes indemnitaires, les conditions de travail et les règles de gestion,

ENSEMBLE, IL VA FALLOIR SE BATTRE !

Après l'intervention du ministre le 29 janvier devant les fédérations, qui lui aura sûrement permis de mesurer la conflictualité grandissante au sujet de la fusion DG-DGCP, les réunions avec le coordonnateur M. Parini ont repris les 30 et 31 janvier. Deux autres sont programmées les 4 et 5 février.

Durant ces deux dernières journées de janvier, le SNUI et SUD Trésor ont longuement exposé et argumenté les revendications des agents en matière de qualifications, de formation professionnelle, de régimes indemnitaires, de conditions de vie au travail et de règles de gestion (filiales, passerelles).

Contrairement aux précédentes réunions, le rythme s'est accéléré car l'administration n'a livré que peu de commentaires à la suite de nos interventions, se contentant de relever les positions de chaque organisations, certaines étant d'ailleurs largement convergentes, pour laisser le soin au ministre d'annoncer le 11 février ce qu'il retient pour les négociations qui devraient s'ouvrir dans la foulée.

Pour un plan de qualifications historique !

En préambule à l'exposé des revendications, le SNUI et SUD Trésor ont déclaré qu'au moment où une réforme historique allait se mettre en place, il fallait évidemment un plan de qualifications historique pour les agents des deux directions.

De plus, dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat, le SNUI et SUD Trésor ont exigé que les trois critères qui composent le traitement des fonctionnaires soient revalorisés : Valeur du point d'indice portée à 5 euros (4,53 aujourd'hui), 40 points d'indice (à valoir d'une revalorisation largement justifiée), revalorisation des régimes indemnitaires.

Nous avons également ré-expliqué qu'une augmentation du nombre de promotions par

les plans de qualifications contribuerait aussi à l'augmentation du nombre de points d'indice attribués.

Enfin, le SNUI et SUD Trésor ont fortement condamné :

- **la faiblesse des premières propositions du ministre,**
- **l'entreprise de culpabilisation des agents orchestrée à travers la comparaison entre les plans de qualifications actuels de Bercy et ceux des autres ministères,**
- **l'absence de chiffrages du nombre d'agents par catégorie, par grade et par échelon et de ceux qui remplissent les conditions statutaires pour être promus.**

Les revendications détaillées ci-après dépassent le contexte de la fusion puisqu'un lourd passif existe en matière de reconnaissance des qualifications, passif aggravé par le décret 1090 de 2005 qui donne la possibilité au ministre de fixer des taux de promotions, donc de non promotions, alors que le statut offre la possibilité d'un déroulement de carrière sans barrage aucun.

Il faut se battre pour les revendications en faveur de mesures intracatégorielles significatives :

Catégorie C	<ul style="list-style-type: none"> - La promotion de tous les agents remplissant les conditions statutaires, - Le recrutement direct à l'échelle 5 (AAP2), - La promotion de tous les agents de l'échelle 4 (AA 1) à l'échelle 5, - La création d'un 8ème échelon (indice 430) pour l'échelle 6 (AAP 1) - L'augmentation importante du taux de promotion à l'échelle 6 au lieu des 30% proposés, - Le maintien d'un corps technique dans la future administration, - La promotion de tous les agents, techniques notamment, de l'échelle 3 à l'échelle 4 au lieu d'un sur deux dans les propositions.
Catégorie B	<ul style="list-style-type: none"> - Un plan significatif de promotion en C1, ne serait-ce qu'au vu de l'évolution importante des qualifications des C2 depuis plusieurs années, - La levée des blocages pour un passage massif des C1 en CP, sans rogner sur les possibilités offertes par concours, - La suppression des brevets (pas de double obstacle) pour que les techniciens géomètres accèdent plus facilement au 2ème niveau.
Catégorie A	<ul style="list-style-type: none"> - La création d'un 13ème échelon, - Une majoration de 16 points pour le 12ème échelon, - La fusion des grades de A 2ème niveau, - La favorisation de l'accès à l'encadrement

Il va falloir aussi nous battre pour le repyramidage des emplois afin qu'ils correspondent à l'évolution des emplois.

Le SNUI et SUD Trésor ont revendiqué 1/3 de A, 1/3 de B et 1/3 de C dans la future administration, ce qui passe par un plan pluriannuel de transformations d'emplois de 3 000 C en B et de 1 000 B en A par an et par autant de promotions supplémentaires.

Dans ce cadre, un dispositif de promotion de fin de carrière doit également être mis en place.

Par ailleurs, la décision favorable du Conseil d'Etat (suite à notre recours sur l'absence d'attribution de réductions de cadence aux agents notés dans les échelons fixes) doit être appliqué. En outre, le SNUI et SUD Trésor ont exigé un effet rétroactif pour les nouvelles modalités de reclassement de B en A.

Enfin, nous avons pris acte de la volonté (très tardive !) de l'administration « *d'honorer la promesse d'un précédent ministre sur la création d'une nouvelle modalité de passage de B en A* ». Si pour l'instant, le Concours Interne Spécial de B en A n'est pas totalement acquis en tant que véritable concours, le SNUI et SUD Trésor ont déclaré être prêt à discuter de la définition d'un examen professionnel (une

épreuve pro et un oral) à condition que le jury n'ait pas accès au dossier individuel pour ne pas créer de fait une liste d'aptitude bis.

Dans sa réponse, M. Parini a du tenir compte de la pertinence et de la persistance de nos revendications. Après avoir indiqué que le ministre disposait de marges de manoeuvres plus importantes pour les mesures intercatégorielles que pour les mesures intracatégorielles, il a reconnu, sans préciser les volumes, que les plans de qualifications à venir devraient reconnaître la qualification de plus en plus importante des agents ainsi que l'augmentation des charges de travail provoquée par les suppressions d'emplois.

Il a également convenu qu'un dispositif de promotions de fin de carrière (C en B, B en A) devait être mis en place.

Sur le plan intracatégoriel, si certaines revendications semblent atteignables, il faudra encore faire pression sur le ministre pour les obtenir. Il en est ainsi de l'augmentation du nombre de promotions à l'échelle 5, de la création d'un 8ème échelon dans l'échelle 6, de l'accès plus massif au grade de CP, des promotions de fin de carrière et de la suppression du double obstacle pour l'accès des géomètres au 3ème niveau.

De toute façon, si l'administration considère qu'un plan de qualifications historique est à la fois coûteux et compliqué à réaliser, le SNUI et SUD Trésor considèrent pour leur part qu'il sera surtout très compliqué pour les agents « d'avalier la fusion » telle qu'elle se présente aujourd'hui.